Affiches et tracts militants

STOP À L'ASSISTANAT DES GRANDES ENTREPRISES

+ de 211 milliards/an

C'est la somme des aides publiques par an pour les entreprises sans contrôle ni contrepartie...
(*rapport sénatorial du 01/07/25*)



Par exemple, qu'en a fait Carrefour ?

Entre 2013 et 2019 :

- 2,3 mds d'exoneration fiscale
- 2,8 mds pour les actionnaires
- des milliers de postes supprimés



Nous, avec 2 milliards



+ 10 000 prof.es dans les écoles

+ 10 000 prof.es dans les collèges et les lycées

+ 30 000 AESH (avec statut et salaire revalorisés)



https://t.me/ageducation35

AG ÉDUCATION 35

A l'heure où 44 milliards d'économies sont demandés aux Français.es, nous dénonçons l'argent public qui sert les intérêts privés

DE L'ARGENT PUBLIC POUR LES SERVICES PUBLICS !

POURQUOI CONSOMMER LOCAL C'EST CAPITAL ?

Dans une société tournée vers le profit et le capitalisme, votre portefeuille vous donne du pouvoir !

INDIGNONS NOUS
BLOQUONS TOUT

ACHETER LOCAL C'EST :

- Vous **réapproprier** votre consommation et **votre santé**,
- **Boycotter** les grands groupes, les lobbys et le marketing,
- Vous engager dans une **économie circulaire**, **sociale** et **solidaire**,
- Opter pour des **circuits courts** sans intermédiaires,
- **Soutenir des producteurs engagés** et transparents plutôt que d'engraisser des actionnaires.
- **Protéger l'environnement** en troquant l'agriculture intensive de l'autre bout du monde au profit de petites fermes à taille **humaine**.

COMMENT FAIRE ?

- En allant **à la rencontre des producteurs** autour de chez vous directement à la **ferme** ou sur les **marchés locaux**.
- En vous inscrivant à une Association pour le maintien de l'agriculture paysanne (**Amap**).
- En faisant vos courses dans un **magasin bio** qui porte des **valeurs éthiques** et **rémunératrices** pour les producteurs.
- En achetant dans un **magasin de producteurs locaux** et/ou dans une **épicerie participative**.
- En payant avec une **monnaie locale**.

CONTRAIREMENT AUX IDEES REÇUES,
CONSOMMER LOCAL NE COUTE PAS FORCEMENT PLUS CHER
PRIVILEGIONS
LA QUALITE A LA QUANTITE,
LE FAIT MAISON,
LE RESPECT DES SAISONS !

CONSOMMER LOCAL NE COUTE PAS FORCEMENT PLUS CHER PRIVILEGIONS LA QUALITE A LA QUANTITE LE FAIT MAISON ET LE RESPECT DES SAISONS !

ULTRA - RICHE COOPERATIVE U

DOMINIQUE SCHELCHER , PDG , EST PASSÉ DE 300000 EUROS PAR AN EN 2019 À 900000 EUROS PAR AN EN 2024

ET VOUS ?

VOTRE SALAIRE ?

INFO TAXE ZUCMAN

INDIGNONS NOUS

INFORMONS - NOUS

FINANÇONS NOS DROITS SOCIAUX



FAISONS LES POCHES AUX RICHES !

10S25

INDIGNONS NOUS
BLOQUONS TOUT

LES CHOIX POLITIQUES ONT DES CONSÉQUENCES DANS LA VRAIE VIE

Fermeture d'hopitaux
Déserts médicaux
Manque de personnel
Abandon de soins
Déremboursement des médicaments
Management par le chiffre
Souffrance au travail

PENDANT CE TEMPS LÀ LE BUSINESS DE LA SANTÉ EST PARTOUT

L'Etat social qui dans le même temps mène une politique économique libérale, laisse des pans entiers de la santé au secteur privé.
Industrie pharmaceutique, cliniques privées, laboratoires, assurances, complémentaires santé, mutuelles...
De grands groupes cotés en bourse détiennent le secteur de la santé et sont largement financés par l'argent publique et la Sécu .

Gros mensonge !

L'AME (Aide médicale d'Etat) qui assure un minimum d'accès aux soins aux étranger.es coûterait trop cher, selon l'extrême droite et les macronistes. En réalité l'AME représente 0.46% des dépenses de santé.
On ne gagnera rien à maltraiter encore plus les étranger.es.

QUELQUES PROPOSITIONS
(à compléter)

- Supprimer les complémentaires santé pour un 100% Secu
- Rendre l'accès au soin universel et sans conditions, sur tous les territoires
- Mettre en place une gestion citoyenne de la Sécurité sociale
- Arrêter de financer le privé et ses actionnaires
- Développer les services de soin publics
- Augmenter les salaires pour augmenter les recettes



Ne jetez pas ce tract mais glissez-le dans une boîte aux lettres ou sur un pare-brise, merci

LA SÉCU FÊTE SES 80 ANS !



INDIGNONS NOUS
BLOQUONS TOUT

PETITE HISTOIRE DE LA SÉCU

Au 19ème siècle, l'industrialisation et le capitalisme créent des conditions de travail violentes et mutilantes. Pour palier aux risques, la classe ouvrière s'organise avec des sociétés de secours mutuels : des caisses de solidarité d'abord interdites puis contrôlées par l'État. Certaines entreprises pratiquent le paternalisme social. Les assurances de santé privées se développent.
L'État, avec le désastre de la guerre de 1914, met en place des assurances sociales.

LES JOURS HEUREUX

Pendant la 2ème guerre mondiale, les resistant.es de différentes organisations politiques s'organisent pour fonder Le Conseil National de la Résistance (CNR). C'est dans ce contexte de guerre, que le CNR écrit un programme de réformes à mettre en place à la Libération nommé *Les jours Heureux*.
Le Parti Communiste et la CGT, participent avec le CNR à penser la Sécurité Sociale (comprenant l'assurance chômage, les allocations familiales et les retraites). L'idée est de rassembler les différentes caisses existantes et de mettre en place **un système de solidarité généralisé et géré par les bénéficiaires eux-mêmes.**

En Octobre 1945, la Sécurité sociale est officiellement promulguée. Ambroise Croisat, ancien ouvrier et syndicaliste devient ministre du Travail en novembre. Avec le gaulliste Pierre Laroque, ils mobilisent un réseau de militant.es pour mettre en place en seulement 6 mois la Sécu !

LA SÉCU EN 1945 : ÉVITEZ LA PEUR DU LENDEMAIN

Toute personne qui n'est pas en mesure de travailler pour diverses raisons doit pouvoir subvenir à ses besoins (maladie, maternité, chômage, vieillesse...)
La Sécurité sociale s'adresse à tout le monde, **chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins.**
La caisse est financée par les cotisations sociales considérées comme du salaire différé (on touchera les aides quand on en aura besoin)
Et surtout cette caisse de solidarité est gérée par les travailleurs et les travailleuses eux-mêmes, avec 75% des sièges..

En quelques années, la Sécu améliore beaucoup le quotidien de la population et la mortalité infantile recule.

UNE CAISSE DE SOLIDARITÉ AUTO-GÉRÉE, NON MAIS ÇA VA PAS !

Laisser du pouvoir à la classe ouvrière, l'Etat et les capitalistes ne peuvent pas le supporter.

Pendant des décennies ils vont s'évertuer à :

- réduire la place des bénéficiaires dans les décisions
- augmenter la place de l'Etat
- faire baisser les recettes
- laisser des pans entiers de la santé au secteur privé

Dès 1967, la direction passe de 75% de sièges aux travailleur.euses à 50/50 syndicats / patronat (Chouette avec quelques syndicats conciliants, le tour est joué!)

Les caisses sont divisées en 3 :
Allocation familiale
Assurance maladie
Vieillesse (retraite)
Comme ça on empêche la compensation entre les caisses pour créer des déficits.

UNE LONGUE BATAILLE CONTRE LA SÉCU

Ils ont plein d'idées !
-Encourager les caisses complémentaires et le marché des mutuelles
-Créer des régimes spéciaux
-Former des gestionnaires et les placer à la tête des institutions
-Geler ou baisser le taux de cotisations

En 1996, Juppé veut achever le système.
La Sécu sera gérée par l'Etat, et les déficits? pas de problème, on pourra emprunter sur les marchés financiers pour les rembourser.

Les gouvernements qui se succèdent baissent les salaires (ou ne les augmentent pas, c'est pareil), encourage les formes de travail qui cotisent moins (ubérisation).
Les entreprises ont toujours plus de moyens pour échapper au paiement des cotisations (exonérations). Les crises cycliques du capitalisme créent du chômage.

Donc les recettes baissent,
le système est fragilisé.

IL FAUT QU'ON BOUCHE LE TROU QUE L'ETAT CAPITALISTE A LUI-MÊME CREUSÉ

Sources : La bataille de la Sécu de Nicolas Da Silva / Dou La Sociale de Gilles Perret

Revision #3
Created 2025-10-08 08:10:14 UTC by Nicolas Farrie
Updated 2025-10-08 08:14:47 UTC by Nicolas Farrie